

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR A FIN AOUT 2020

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La SCRT à fin août 2020 intervient dans un contexte caractérisé par la poursuite du processus d'allégement des mesures intervenues dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, l'apparition de signes de reprise dans certaines activités et la persistance de tensions dans d'autres, notamment celles liées au tourisme. Elle reflète également l'impact des mesures adoptées par le Comité de veille économique pour contrer les effets socioéconomiques de la pandémie Covid-19. Cet impact, qui est perceptible au niveau aussi bien des recettes que des dépenses, a pu être atténué grâce aux ressources mobilisées dans le cadre du Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, lesquelles ont atteint près de 33,7 MM.DH contre des dépenses de 24,7 MM.DH.

Ainsi, cette situation fait ressortir les principales évolutions suivantes :

- **Fléchissement en août de la reprise des recettes fiscales entamée depuis le mois de juin :**

Comparativement aux prévisions de la loi de finances rectificative 2020, le taux de réalisation des recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, s'est situé à 64,3%, soit le même niveau qu'un an auparavant.

Par rapport à la même période de l'année 2019, ces recettes ont enregistré une baisse de 13,8 MM.DH, dont 11,5 MM.DH au titre des recettes fiscales et 2,3 MM.DH au titre des recettes non fiscales.

Concernant les recettes fiscales, leur taux de réalisation s'élève à 68,2%. Néanmoins, après une amélioration des recouvrements au mois de juillet (14,6 MM.DH contre 11 MM.DH en moyenne entre avril et juin), les réalisations du mois d'août (12,3 MM.DH) témoignent d'un fléchissement des principaux impôts à l'exception de la TVA.

- les recettes tirées de l'IS, bien qu'établies au même niveau constaté à fin août 2019, soit près de 28 MM.DH, ont enregistré un taux de réalisation de 65,3%, sachant que cet impôt est basé essentiellement sur les résultats de 2019. Le mois d'août, à lui seul, a enregistré une recette de 0,8 MM.DH après 1,8 MM.DH en juillet et 1,1 MM.DH comme moyenne mensuelle entre avril et juin.

- Les recettes au titre de l'IR font ressortir un taux de réalisation de 69,2% et une baisse de 6,4% (-1,9 MM.DH). Le seul mois d'août a enregistré une recette de près de 3 MM.DH, après 3,5 MM.DH en juillet et une moyenne mensuelle de 3,1 MM.DH au titre de la période avril-juin.
- Les droits d'enregistrement et de timbre ont enregistré un taux de réalisation de 70% et une baisse de 21,3% (-2,4 MM.DH). Les recouvrements à ce titre ont atteint 824 M.DH en août, après 961 M.DH en juillet et une moyenne de 440 M.DH au titre des mois d'avril, mai et juin.
- Les recettes au titre de la TVA globale ont affiché un taux de réalisation de 72,1% et une baisse de 9,2% (-3,7 MM.DH). Cette baisse est attribuable principalement à la TVA à l'importation (-4 MM.DH), la TVA à l'intérieur ayant connu une légère hausse de 366 M.DH. Sur une base mensuelle, ces recettes ont poursuivi leur amélioration avec des réalisations de 5 MM.DH après 4,7 MM.DH en juillet, contre une moyenne mensuelle de 3,8 MM.DH au titre de la période avril-juin.
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 61,9% et une baisse de 12,8% (-2,5 MM.DH) par rapport à la même période de 2019. Après une amélioration des recouvrements en juillet (2,7 MM.DH) contre une moyenne mensuelle de 1,8 MM.DH entre avril et juin, le mois d'août a connu un fléchissement avec des réalisations de 1,9 MM.DH.
- Concernant les droits de douane, ils ont enregistré un taux de réalisation de 73,5% et une baisse de 6,6% (-409 M.DH). Au seul mois d'août, ils ont atteint 775 M.DH après 737 M.DH en juillet, contre une moyenne de 592 M.DH au titre des mois d'avril, mai et juin.

En ce qui concerne les recettes non fiscales, leur baisse est attribuable à la non-réalisation de recettes de privatisation durant cette période (-4,4 MM.DH), au retard accusé par les versements en provenance de certains établissements et entreprises publics (-0,6 MM.DH). Cette baisse a été atténuée par une amélioration des « autres recettes » (+2,8 MM.DH), attribuable principalement à l'augmentation des fonds de concours (+3,6 MM.DH).

- **Une exécution des dépenses globalement en ligne avec les prévisions de la LFR et en hausse par rapport à fin août 2019 :**

Les dépenses ordinaires ont enregistré, à fin août 2020, un taux d'exécution de 67% par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative et se sont inscrites en hausse de près de 8,7 MM.DH (+5,8 %) par rapport à la même période de l'année 2019.

Le rythme d'exécution de ces dépenses recouvre les principales évolutions suivantes :

- Une augmentation des dépenses de biens et services de près de 9 MM.DH (+7,6%) se traduisant par un taux de réalisation de 64,7%, en ligne avec les prévisions de la loi de finances rectificative;
- Un accroissement des intérêts nets de la dette de 0,4 MM.DH (+1,9%) enregistrant un taux d'exécution de 76,9%; et
- Une baisse de 664 M.DH (-6,4%) de la charge de la compensation en relation avec la baisse des cours internationaux du gaz butane. Par rapport aux prévisions de la LFR 2020, le taux de réalisation ressort à 81,3%.

Concernant les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 39,9 MM.DH, soit un taux de réalisation de 56,4 % par rapport aux prévisions de la LFR et une baisse de près de 2 MM.DH (-4,7%) par rapport à la même période de 2019. Cette évolution résulte principalement de la baisse des dépenses au titre des budgets ministériels.

Quant aux comptes spéciaux du Trésor, ils ont dégagé un excédent de 9,4 MM.DH contre 4,6 MM.DH un an auparavant, soit une augmentation de 4,8 MM.DH. Cette hausse s'explique principalement par

l'excédent de 9 MM.DH dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, les autres comptes spéciaux du Trésor ayant enregistré globalement un flux positif de 0,4 MM.DH contre 4,6 MM.DH à fin août 2019.

- **L'évolution des recettes et dépenses ordinaires s'est traduite par un solde ordinaire négatif de près de 16 MM.DH, contre 12,9 MM.DH à fin juillet, traduisant une accélération du rythme d'exécution des dépenses ordinaires par rapport à celui des recettes.**

Compte tenu de ce qui précède, le déficit budgétaire s'est établi à 46,5 MM.DH, contre 30,7 MM.DH un an auparavant, soit une hausse de 15,8 MM.DH. Par rapport au mois de juillet, ce déficit est en augmentation de 4,6 MM.DH, dont 3,9 MM.DH correspondent aux dépenses d'investissement du mois.

Si l'on exclut l'excédent enregistré par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, le déficit s'élève à près de 55,5 MM.DH, en aggravation de près de 24,8 MM.DH par rapport à la même période de l'année 2019.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	Août 2019	Loi de finances 2020	Août 2020	Août 2020/ Août 2019		Taux de réalisation en %
				en %	en valeur	
I - RECETTES ORDINAIRES	156.856	222.515	143.034	-8,8%	-13.822	64,3%
RECETTES ORDINAIRES (hors privat.)	152.412	222.515	143.034	-6,2%	-9.378	64,3%
Recettes fiscales	138.149	185.841	126.669	-8,3%	-11.480	68,2%
- Impôts directs	61.245	87.515	58.749	-4,1%	-2.496	67,1%
- Impôts indirects	59.402	77.735	53.231	-10,4%	-6.171	68,5%
- Droits de douane	6.240	7.930	5.831	-6,6%	-409	73,5%
- Enregistrement et timbre	11.262	12.661	8.858	-21,3%	-2.404	70,0%
Recettes non fiscales	16.743	33.674	14.423	-13,9%	-2.319	42,8%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	6.677	14.686	6.041	-9,5%	-636	41,1%
- Autres recettes	5.622	18.988	8.382	49,1%	2.761	44,1%
- Privatisation	4.444	0	0	-	-4.444	-
Recettes de certains CST	1.964	3.000	1.942	-	-22	64,7%
- Fonds de soutien des prix	129	600	174	-	45	29,0%
- Fonds spécial routier	1.835	2.400	1.768	-	-67	73,7%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	187.567	305.307	189.501	1,0%	1.933	62,1%
DEPENSES ORDINAIRES	150.304	237.494	159.019	5,8%	8.715	67,0%
Biens et services	118.615	197.295	127.584	7,6%	8.969	64,7%
Personnel (1)	82.865	135.933	88.870	7,2%	6.005	65,4%
Autres biens et services	35.750	61.362	38.714	8,3%	2.964	63,1%
Dettes publiques (2)	21.381	28.339	21.791	1,9%	410	76,9%
Intérieure	19.112	23.421	19.289	0,9%	177	82,4%
Extérieure	2.269	4.918	2.502	10,3%	233	50,9%
Compensation (3)	10.308	11.860	9.644	-6,4%	-664	81,3%
SOLDE ORDINAIRE	6.552	-14.979	-15.985	-344,0%	-22.537	106,7%
INVESTISSEMENT	41.889	70.813	39.904	-4,7%	-1.985	56,4%
dont Fonds spécial routier	1.831	2.400	982			40,9%
III - SOLDE DES CST (4)	4.625	3.000	9.423	103,7%	4.797	314,1%
dont : Fonds Gestion Covid-19	0	0	9.022		9.022	
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-30.711	-82.792	-46.466	51,3%	-15.755	56,1%
DEFICIT BUDGETAIRE hors Fonds Gestion Covid-19	-30.711	-82.792	-55.488	80,7%	-24.777	67,0%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-9.673		-1.585		8.088	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-40.384	-82.792	-48.052	19,0%	-7.667	58,0%
FINANCEMENT INTERIEUR	35.171	39.163	32.841		-2.330	83,9%
Endettement intérieur	14.560		43.536		28.976	
Autres opérations	20.611		-10.695		-31.306	
FINANCEMENT EXTERIEUR	5.213	43.629	15.211		9.998	34,9%
Tirages	10.599	60.000	20.140		9.541	33,6%
Amortissements	-5.385	-16.371	-4.929		456	30,1%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

	Août 2019	Loi de finances 2020	Août 2020	Août 2020/ Août 2019		Taux de réalisation
				en %	en valeur	en %
RECETTES ORDINAIRES	156.856	222.515	143.034	-8,8%	-13.822	64,3%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Privat.)	152.412	222.515	143.034	-6,2%	-9.378	64,3%
RECETTES FISCALES	138.149	185.841	126.669	-8,3%	-11.480	68,2%
Impôts directs	61.245	87.515	58.749	-4,1%	-2.496	67,1%
Taxe professionnelle	297	321	201	-32,3%	-96	62,6%
I.S	28.177	42.914	28.017	-0,6%	-160	65,3%
I.R.	29.604	40.047	27.697	-6,4%	-1.907	69,2%
Contribution de solidarité sur les bénéficiaires	2.011	2.157	2.124	-	113	98,5%
Taxe urbaine/d'habitation	37	30	21	-43,2%	-16	70,0%
Majorations	1.070	1.993	674	-37,0%	-396	33,8%
Autres impôts directs	49	52	15	-69,4%	-34	28,8%
Impôts indirects	59.402	77.735	53.231	-10,4%	-6.171	68,5%
T.V.A.	39.811	50.116	36.139	-9,2%	-3.672	72,1%
(Intérieure)	13.720	18.965	14.086	2,7%	366	74,3%
(Importation)	26.091	31.150	22.053	-15,5%	-4.038	70,8%
T.I.C.	19.591	27.620	17.092	-12,8%	-2.499	61,9%
(Tabacs)	7.382	10.565	6.827	-7,5%	-556	64,6%
(Produits énergétiques)	11.026	15.483	9.154	-17,0%	-1.871	59,1%
(Autres)	1.182	1.572	1.111	-6,0%	-71	70,7%
Droits de douane	6.240	7.930	5.831	-6,6%	-409	73,5%
Enregistrement et timbre	11.262	12.661	8.858	-21,3%	-2.404	70,0%
RECETTES NON FISCALES	16.743	33.674	14.423	-13,9%	-2.319	42,8%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	6.677	14.686	6.041	-9,5%	-636	41,1%
- Autres recettes	5.622	18.988	8.382	49,1%	2.761	44,1%
- Privatisation	4.444	0	0	-	-4.444	#DIV/o!
Recettes de certains CST	1.964	3.000	1.942	-	-22	64,7%
Fonds de soutien des prix	129	600	174	-	45	29,0%
Fonds spécial routier	1.835	2.400	1.768	-	-67	73,7%